

En Afrique de l'Ouest, le rejet de la France, de l'ONU ou des États-Unis n'est porteur d'aucune solution par Yannick Quéau – Août 2023

Plusieurs États de la bande sahélo-saharienne, plus particulièrement, ceux d'Afrique de l'Ouest sont depuis de nombreuses années parcourus de tensions multiples tenant *a minima* à la fois à un sous-développement chronique, aux tendances kleptocratiques des élites économiques et politiques, aux rivalités interethniques (qui rejoignent aussi parfois celles entre éleveurs et cultivateurs) ou encore à la reconfiguration des tissus de solidarité à travers le prosélytisme d'acteurs se réclamant du wahhabisme et du salafisme. Dans un paysage socialement morcelé où l'État central peine à assumer ses fonctions régaliennes faute de moyens, mais aussi faute bien souvent d'une volonté politique de permettre à toutes les populations du territoire national de se reconnaître dans l'action publique, les sources de frustration et de mécontentement sont nombreuses. Elles constituent un terreau fertile pour des groupes extrémistes voyant dans la lutte armée une opportunité d'imposer leur projet politique à des gouvernements faibles.

Pour pallier à leurs carences, les autorités nationales ont sollicité à divers niveaux (diplomatie économique et/ou militaire) tant les acteurs régionaux (CEDEAO), qu'internationaux (l'ONU, notamment), mais aussi plus directement les acteurs occidentaux affichant la volonté politique de lutter contre les groupes armés islamiques là où ils prospèrent et disposant des moyens militaires de le faire (la France et les États-Unis, principalement).

Dans ce contexte, les groupes terroristes et plus globalement les adversaires désignés de la France et des États-Unis (la Russie, mais aussi d'autres relais se réclamant du wahhabisme et du salafisme) ont eu beau jeu de qualifier les interventions étrangères et onusiennes de démarches néocoloniales ne traduisant rien d'autre que la poursuite d'une logique d'exploitation des richesses nationales à leur profit, de soutien aux divers régimes en place et à leurs réflexes kleptocratiques, le tout au détriment de pans entiers de la population, éternels laissés pour compte des logiques impériales. Dans le constat établi par ceux dénonçant les agissements de l'Occident en Afrique l'Ouest, tout ne tient pas de la désinformation. Toute propagande efficace doit pouvoir construire sur une base minimalement recevable. Du fait de son passé colonial, la France a fait une cible facile pour nourrir le ressentiment d'une partie des populations locales.

Faute d'une appréciation sociologique des aspects multidimensionnels des conflits à l'œuvre en Afrique de l'Ouest, les capitales occidentales, en premier lieu Paris, ont laissé la dimension militaire incarner la présence étrangère dans la région. Ce faisant, elles ont permis à leurs opposants politiques de faire de la présence des militaires français, mais aussi des troupes onusiennes (avec le départ de la MINUSMA) et parfois de soldats américains des acteurs participants de la perpétuation des diverses sources de mécontentement d'une partie des populations de la région. Ce raisonnement, les relais de la désinformation russe l'ont avantageusement mobilisé dans un narratif anti-impérialiste ou anti-néocolonialiste, anti-France ou encore pro-indépendance nationale.

On mesure aujourd'hui à quel point la désinformation a prospéré avec efficacité. On doit évidemment regretter que tant d'efforts financiers, humains et aussi de sacrifices dans la lutte contre des groupes terroristes soient ainsi tournés avec mépris et souvent avec mauvaise foi en logique impérialiste. Toutefois, le sang versé ne doit pas interdire de réfléchir aux causes ayant mené à cette succession de

coups d'État et au rejet de l'étranger, à tout le moins des Européens et des Américains. Au contraire, les efforts déployés obligent les acteurs à ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Il reste que les populations du Mali, du Niger, du Gabon ou du Burkina Faso ne sauraient se bercer d'illusions : la résolution des conflits reste l'impensée des coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest. Le rejet de la France, des Nations unies et dans une moindre mesure des États-Unis dans la dimension militaire de leurs actions dans la région traduit le simplisme d'une analyse à courte vue fondée sur l'exploitation maximaliste des mécontents à qui la désinformation qui s'est déployée a offert des exutoires. La propagande russe et les discours des juntes militaires s'étant saisies du pouvoir prennent soin d'occulter les rôles économiques et sociaux des acteurs exogènes à l'Afrique l'Ouest (dont le rôle l'Union européenne) et leurs effets stabilisateurs. Il leur importe bien plus de valoriser un modèle de gouvernance autoritaire aux méthodes expéditives dont on ne peut pourtant raisonnablement penser qu'il traduit la moindre volonté de proposer de solutions durables aux défis rencontrés.

À la suite du massacre de Moura au Mali, qui s'est déroulé du 27 au 31 mars 2022, plus de 500 civils ont perdu la vie dans une opération des forces armées maliennes soutenues par les mercenaires russes de Wagner. La Russie avait alors félicité le pouvoir malien pour ce qu'elle a décrit comme une victoire importante. Ce même pouvoir malien s'était pourtant empressé de nier les faits pour mieux blâmer les enquêteurs de l'ONU les ayant documentés et accuser ceux ayant prouvé les exactions à l'aide d'images satellites d'espionnage et d'atteinte à la sûreté de l'État. Il faut qualifier les faits : le massacre de Moura est un crime de masse qui s'inscrit dans une logique de terrorisme d'État. Lire dans les exactions de Wagner un modèle adapté de lutte contre-insurrectionnelle participant d'une logique d'apaisement des sociétés africaines tout en contribuant à affranchir les sociétés ouest-africaines des logiques néocoloniales relève d'une imposture intellectuelle, morale et juridique. L'ONU, la France ou encore les États-Unis n'ont certainement pas conduit au paradisⁱ là ils sont intervenus. Leur rejet par une junte malienne arrivée au pouvoir par la force et s'étant jetée dans les bras de Moscou a par contre déjà assuré l'enfer à un demi-millier de civils. Ce modèle n'est porteur d'aucune solution et d'aucun espoir pour les populations d'Afrique de l'Ouest. Au contraire, il participe d'une logique de reconduction de maux déjà connus en ajoutant une dimension supplémentaire aux logiques conflictuelles qui parcourent la région.

[Yannick Quéau](#) est directeur du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP).

ⁱ Allusion au discours de Dag Hammarskjöld, Secrétaire général des Nations unies de 1953 à 1961 : « *On a dit que l'Organisation des Nations Unies n'a pas été créée pour nous emmener au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer. Cela résume très bien tout ce que j'ai entendu dire sur le rôle essentiel de l'ONU et l'attitude que nous devrions adopter pour la soutenir.* » Dag Hammarskjöld, « Address at University of California Convocation, Berkeley, Californie, 13 mai 1954 », *Public Papers of the Secretaries-General of the United Nations, vol. II: Dag Hammarskjöld 1953-1956*, Andrew W. Cordier et Wilder Foote, dir. pub. (New York et Londres, Columbia University Press 1972), p. 301.